

Discrets palabres entre PS, MR et cdH pour se partager les gouverneurs de province

Sur proposition du gouvernement wallon et avec l'accord du gouvernement fédéral, le PS devrait recevoir le poste de gouverneur du Brabant wallon, le MR celui de Liège et le cdH celui du Luxembourg.

MARTIN BUXANT

On nous cache tout, on nous dit rien, chantonnait Jacques Dutronc. Car les voilà qui discutent, et pas un peu, les frères ennemis du Parti socialiste, du Mouvement réformateur et du cdH. L'objet de ces discrets palabres tripartites? La désignation imminente de trois nouveaux gouverneurs dans les provinces de Liège, du Luxembourg et du Brabant wallon. Et croyez-le bien, ça discute au plus haut niveau – entendez: entre présidents de parti.

C'est que l'affaire est loin d'être simple puisqu'elle nécessite que Région wallonne et Fédéral s'entendent... La proposition doit, en effet, venir du gouvernement wallon (PS/cdH) et nécessite un avis conforme du gouvernement fédé-

ral où le MR – est-ce nécessaire de le rappeler? – est le seul cheval francophone. En clair, les libéraux disposent d'un droit de veto, d'où la nécessité d'un deal tripartite. Alors où en est-on? Au sein des trois formations politiques, on aimerait un accord «*d'ici quelques semaines*», mais aucune proposition formelle n'a encore été transmise depuis Namur vers Bruxelles.

N'empêche: il apparaît comme (quasi) acquis que le Parti socialiste aura le poste de gouverneur en province de Brabant wallon, les libéraux auront le poste à Liège tandis que le cdH aura celui du Luxembourg. Dans le Brabant wallon, il s'agit de succéder à Marie-Josée Laloy, l'épouse du ministre André Flahaut (PS). Là, il faut bien dire qu'un canasson vire en tête; il s'agit de Gilles Mahieu. L'actuel secrétaire général du Parti socialiste est le vieux compagnon d'armes du président Elio Di Rupo. Montois d'origine, Mahieu vit désormais dans le Brabant wallon. La désignation de ce brontosaurus de

la «Dirupocratie» au gouvernement, après l'éviction de Hervé Parmentier de la tête de l'IEV au cœur de l'été, peut être lue de deux manières. Soit Di Rupo met l'un des siens à l'abri car il sait que les temps politiques à venir seront ardues et qu'il ne disposera plus de la même latitude pour effectuer ce genre de parachutage. Soit il veut se débarrasser d'un autre fusible après Parmentier. À confirmer.

D'autant que les libéraux, ultramajoritaires en Brabant wallon, pourraient être tentés par un coup de force et plaider pour décrocher le poste de gouverneur du Brabant wallon... Auquel cas le PS récupérerait Liège. Mais ce n'est cependant pas le scénario le plus probable: le MR devrait donc remplacer l'actuel gouverneur Michel Foret sur le départ par un autre pion bleu.

Et là, c'est Philippe Dodrimont qui a la cote. Le député wallon, qui a privilégié le Parlement plutôt que sa commune d'Aywaille, sait qu'il doit s'assurer un avenir à moyen terme. Il

est donc en pole pour succéder à Foret. Même si, au MR, certains estiment qu'il manque d'expertise – connaissance des langues étrangères entre autres, pour coiffer la

fonction. «*Soyons honnêtes, c'est un politicien de rond-point*», grince un libéral.

Reste le Luxembourg. Là, le petit prince de Bastogne – Benoît Lutgen – garde ses cartes près du corps. Un temps cité, le ministre wallon René Collin ne sera finalement pas déplacé du gouvernement wallon. Dans l'entourage de Lutgen, on certifie qu'un nom est fin prêt. Reste plus qu'à tailler à ce chanceux-là un costume de gouverneur.

Pour rappel, un gouverneur de province est rétribué à hauteur de quelque 7.300 euros net/mois pour jouer le relais entre autorités communales, provinciales, régionales, fédérales et communautaires. Il dispose de compétences en matière de sécurité ou d'incendie mais sa tâche évolue vers davantage de représentation.